



REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC
2120, rue Sherbrooke Est, bureau 302, Montréal (Québec) H2K 1C3
Tél.: (514) 523-7762 Téléc.: (514) 523-7741 Courriel : alpha@rgpaq.qc.ca
www.rgpaq.qc.ca

Communiqué Pour diffusion immédiate

Budget provincial 2005-2006

Le RGPAQ souhaite un budget responsable et équitable

Montréal, le mardi 19 avril 2005 – Le *Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec* (RGPAQ) est fermement opposé aux baisses d'impôt qui seraient prévues au prochain budget provincial. Le Regroupement demande au gouvernement d'agir de façon responsable en ne réduisant pas sa marge de manœuvre financière alors que les besoins sont criants dans plusieurs domaines, notamment en éducation et en alphabétisation populaire.

Un budget qui redresse le financement des groupes d'alphabétisation populaire et qui appuie les adultes peu alphabétisés

Les groupes d'alphabétisation populaire ont été négligés depuis trop longtemps. Leur financement n'a pas connu d'indexation au cours des dix dernières années. Les bonnes paroles de la *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue* et celle de l'action communautaire n'ont pas eu les effets espérés quant à l'augmentation de leur financement, bien au contraire. Le financement demeure encore trop souvent ponctuel, alors que les besoins sont récurrents et commandent un financement stable. « **Les besoins des groupes, bien connus du gouvernement, excèdent considérablement leur financement actuel,** fait remarquer M. Christian Pelletier, coordonnateur du RGPAQ. **Le gouvernement doit notamment se préparer à reconduire le financement de l'entente triennale liée à la Politique de l'action communautaire en y incluant une indexation et un rehaussement des fonds de façon à répondre aux besoins réels des groupes. Les incertitudes liées à la fin prochaine de cette entente, prévue en 2006, compliquent grandement les activités et la gestion à moyen terme de nos groupes et de l'ensemble du mouvement de l'action communautaire autonome ».**

Les adultes qui souhaitent entreprendre une démarche d'alphabétisation dans un groupe populaire ont aussi besoin d'être appuyés davantage. Depuis plusieurs années, le RGPAQ réclame que certains frais soient pris en charge par l'État, notamment les frais de transport et de garde d'enfants, afin de permettre aux plus pauvres de s'alphabétiser. Le gouvernement continue de faire la sourde oreille sur ce plan.

Un budget qui finance la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Le RGPAQ attend également du gouvernement qu'il réponde aux demandes des groupes luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale en réparant certaines injustices et en assurant une étendue de services qui garantit l'équité envers les plus pauvres de notre société. L'indexation complète des prestations d'aide sociale, l'abolition des coupures à l'aide sociale datant du 1^{er} janvier 2005 et la gratuité des médicaments pour les personnes à faible revenu nous semblent notamment incontournables. **« Force nous est de constater que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a du plomb dans l'aile, affirme le porte-parole du RGPAQ. Le projet de loi 57, dont nous avons demandé le retrait et les nombreuses coupures des deux dernières années à l'aide sociale et à Emploi-Québec vont totalement à l'encontre de notre objectif de réduire la pauvreté au Québec. Le budget qui vient doit être celui d'une réelle lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale ».**

Faire preuve de responsabilité et d'équité

Devant l'ampleur des besoins et l'urgence de les combler, il apparaît fort irresponsable de la part d'un gouvernement de se priver lui-même de ressources financières. **« Les baisses d'impôt n'ont généralement aucun effet sur la situation économique des personnes les plus pauvres qui sont aussi celles qui ont le plus à perdre d'une diminution de la qualité et de l'accessibilité des programmes sociaux, fait remarquer M. Pelletier. Il nous semble aberrant que le gouvernement s'entête à procéder à des réductions d'impôt plutôt que de diriger davantage de financement vers l'éducation, l'alphabétisation et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cela nous semble inéquitable et nous entendons faire entendre notre voix si le gouvernement procède en ce sens ».**

-30-

Source : Jean-François Venne
(514) 837-2480, (514) 523-7762
jf_venne@videotron.ca